



NEWS



Bi-mensuel

16-30 septembre 1989
n° 140

ISSN 0771-9388
Editeur responsable : Jerzy Milewski
9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

UNE NOUVELLE POLOGNE PREND LA PAROLE



Pour la première fois depuis un demi-siècle, la Pologne a un gouvernement que des millions de citoyens reconnaissent comme le leur. A sa tête, se trouve un homme issu de NSZZ Solidarnosc, l'un de nous. Avec la formation du cabinet de Tadeusz Mazowiecki, une autre Pologne prend la parole, jusqu'ici écartée de la gestion du pays et privée de toute influence sur le sort de notre nation. C'est la Pologne des gens souhaitant vivre dans un pays indépendant, démocratique et prospère.

Nous avons conscience de la chance qui s'offre aujourd'hui à la Pologne mais aussi des nombreux dangers et nous devons donner à la société l'espoir que la crise ne sera pas éternelle, que pour cette génération encore, les Polonais pourront vivre dignement. En tant que président de NSZZ Solidarnosc, je déclare que j'entreprendrai toutes les actions possibles pour faciliter la difficile tâche du gouvernement. Je sais que le syndicat que je dirige s'attellera à sa mission de manière pleinement responsable, soucieux de l'avenir mais aussi des conditions d'existence d'aujourd'hui et de demain. Je souhaite au gouvernement de réformer efficacement notre pays, de gagner l'indispensable soutien social pour son action et d'être le gouvernement de nos aspirations communes, à la mesure du tournant que vit la Pologne.

Lech Walesa, Président de NSZZ Solidarnosc, le 12 septembre 1989.

EXPOSE D'INVESTITURE DU 1er MINISTRE TADEUSZ MAZOWIECKI

prononcé devant la Diète le 12 septembre (extraits).

Nous désirons vivre dignement dans un pays souverain, démocratique et respectueux des lois, que tous, indépendamment de leurs opinions, de leurs différences idéologiques et politiques, puissent considérer comme leur propre pays. Nous voulons vivre dans un pays à l'économie saine, où il est utile de travailler et d'épargner et où la satisfaction des besoins matériels fondamentaux n'entraînent pas angoisse et humiliation. Nous voulons une Pologne ouverte sur l'Europe et le monde; une Pologne qui sans complexe d'infériorité apporte sa part dans la création de richesses matérielles et culturelles; une Pologne dont les citoyens se sentiront dans les autres pays de l'Europe et du monde des hôtes bienvenus et non des intrus, causes d'ennuis.

J'entre dans cette fonction en tant qu'homme de Solidarnosc, fidèle à l'héritage d'août 80. Je considère celui-ci avant tout comme un large appel collectif de la société pour son identité et pour le droit de décider du sort du pays.

Nous faisons face aujourd'hui à deux problèmes majeurs pour la Pologne : la reconstruction politique du pays et sa sortie de la crise économique. Le nouveau gouvernement agira sous pression : à tout moment, la construction à peine engagée de la démocratie en Pologne peut s'effondrer avec la faillite économique. Je suis convaincu que nous jouirions bien peu des

libertés politiques recouvrées si nous ne parvenions pas à enrayer la catastrophe économique. La société jugerait les institutions démocratiques inutiles si des changements sensibles n'intervenaient pas dans la vie quotidienne.

Nous rejettons la philosophie politique affirmant que l'on peut introduire des réformes économiques contre la volonté de la société, par dessus sa tête, en laissant de côté les changements démocratiques. Seuls une société de citoyens libres et un gouvernement disposant de la confiance de la plus grande majorité des Polonais peut sortir le pays de la crise.

Il est de la plus grande importance de changer l'attitude des citoyens envers l'état. Les expériences de notre histoire récente font qu'une grande part de notre société ne trouve pas dans l'état constitué après-guerre d'institutions servant la nation. L'initiative de la renaissance de la confiance sociale doit cependant venir avant tout des organes du pouvoir et plus précisément, du gouvernement. (...) Notre objectif est un état qui assure la sécurité d'existence individuelle et collective; qui définisse seulement les limites des libertés des individus et des groupes de citoyens. Un état qui reconnaissant la valeur de l'action humaine, ne laisse cependant pas sans protection les faibles et les démunis.

4° P. 12007

LE DROIT

Le droit ne peut être un instrument de pouvoir dans les mains de l'appareil d'état ni d'aucun groupe politique au-dessus des citoyens qui eux-mêmes doivent respecter le droit en vigueur. Nous veillerons à accélérer les travaux d'amendements du droit pénal, en particulier de la procédure pénale et aussi du code des délits mineurs qui doivent satisfaire aux exigences du Pacte International des Droits Civiques et Politiques, ainsi que du droit de la défense. Les travaux d'amendements du droit civil seront poursuivis. La réforme des tribunaux est urgente. L'initiative législative du gouvernement pour la création d'un Conseil National de la Magistrature servira à garantir l'indépendance des juges. Nous prévoyons également de proposer une réforme du droit d'association. Nous tendrons à ce que toutes les décisions administratives soient soumises au contrôle des juges. Une question d'importance est l'engagement de travaux sur une nouvelle Constitution démocratique.

LES PARTIS POLITIQUES

Le gouvernement souhaite collaborer avec tous les partis et groupements politiques présents au Parlement. (...) Mais est aussi importante la relation aux groupements politiques, grands ou petits, demeurant en dehors du Parlement. Ils doivent également choisir leur place dans le processus de réformes qui s'est accéléré en Pologne. Cela concerne également les forces radicales qui ont manifesté leur mécontentement à l'égard des conclusions de la "Table Ronde".

L'AUTOGESTION TERRITORIALE

Le gouvernement collaborera intensivement avec la Diète et le Sénat sur la constitution des conditions juridiques et matérielles pour la création de l'autogestion territoriale afin de parvenir plus tôt que prévu à des élections aux conseils locaux. Par la démocratie municipale, nous espérons une immense libération d'énergie civique entravée jusqu'il y a peu par un sentiment d'impuissance face à la bureaucratie étatique et aux directives centrales. L'autonomie de décisions, un appareil administratif et un patrimoine propres créeront les possibilités de développement des collectivités locales.

L'ADMINISTRATION

L'efficacité de l'action du gouvernement dépendra de la loyauté de l'appareil étatique. Le gouvernement n'envisage pas de procéder à des changements massifs parmi les fonctionnaires de l'état. Dans le choix des cadres, nous appliquerons exclusivement les principes de professionnalisme et de compétence ainsi que de l'exécution loyale des directives des autorités d'état.

LA MILICE ET L'ARMEE

Nous voyons dans la milice un service qui dans le cadre du droit veille à l'ordre public, donnant au citoyen un sentiment de sécurité. Nous voyons la nécessité de réformes profondes: en particulier, le contrôle par le droit et l'opinion publique de l'action de la milice. Nous voulons passer d'une milice servant à tenir la société dans l'obéissance à une milice protégeant la quiétude des citoyens. La dimension et le rôle du Service de Sécurité (SB) doivent également changer.

Nous souhaitons que l'Armée Polonaise renoue avec sa meilleure tradition, servant exclusivement la Patrie et la nation. Les convictions, les opinions politiques des officiers et soldats doivent demeurer du domaine personnel, sans influence sur le cours de leur service et carrière. Nous viserons à l'humanisation de la vie et du service militaires. Aussi bien dans les forces armées que dans le département des affaires intérieures, les conditions doivent être créées pour une adéquate participation de représentants des diverses forces socio-politiques à la définition de la politique et à l'évaluation de l'action de ces organes.

L'OPINION PUBLIQUE

Nous voulons que l'opinion publique en Pologne influence les affaires de l'état et nous écouterons sa voix. Le développement de la presse ne peut être réglé administrativement et le rôle de la censure doit être davantage encore réduit. Le droit d'accès à la télévision et à la radio doit être égal pour tous. La radio-tv aura un caractère pluraliste.

LES SYNDICATS

Il n'est pas de pays libre sans syndicats libres. Le gouvernement, respectant leurs droits, considèrera en partenaires les différentes branches du mouvement syndical, afin de concilier les possibilités du pays avec les besoins des travailleurs. En tant que Premier Ministre, je garde à l'esprit mon héritage syndical.

LA RELIGION ET LES MINORITES

L'état polonais ne peut être ni idéologique, ni confessionnel. Il doit être un état où aucun citoyen ne sera discriminé, ni favorisé pour ses convictions et opinions politiques. Le gouvernement souhaite collaborer avec l'Eglise catholique et avec toutes les autres confessions en Pologne. La liberté de conviction est un droit naturel et inaliénable du citoyen et toute tentative pour l'en priver doit être condamnée.

La Pologne est l'état, la Patrie d'autres citoyens que des Polonais. Nous vivons sur cette terre avec des représentants d'autres nationalités. Nous voulons qu'ils se sentent ici chez eux, qu'ils entretiennent leur langue et que leur culture enrichisse notre communauté.

LA SANTE

Nous avons conscience des dangers menaçant l'existence biologique de la nation. Il est nécessaire de créer des soins de santé véritablement sociaux, basés sur les principes de l'autonomie financière, de l'indépendance et de l'autogestion des centres de soins, par la levée des coûteuses barrières bureaucratiques existantes aujourd'hui.

L'ECOLOGIE

Il est indispensable de modifier la stratégie économique, la planification urbanistique et la prospective ainsi que de définir et d'éliminer de manière urgente les plus graves menaces pour la vie et la santé. Nous solliciterons l'aide des pays développés dans le domaine de la protection de l'environnement.

La solution des problèmes de la culture, de l'éducation, des sciences, de la protection de la santé et du milieu naturel nécessite le soutien et l'engagement actif de l'état. Le gouvernement ne veut pas les éviter. Pourtant,

dans notre dramatique situation économique, en particulier du fait de la difficile situation financière de l'état, cette aide sera limitée et ne répondra pas à la mesure des besoins. Nous espérons que la levée des barrières administratives entravant l'activisme des citoyens suscitera d'authentiques initiatives sociales qui compléteront ce que l'état aujourd'hui dans ces secteurs ne peut faire seul.

L'ECONOMIE

Nous sommes face à une mission historique : opérer des réformes économiques qui suivraient le rythme des changements politiques.

Nous engagerons sans retard des mesures visant à réduire la pression inflatoire, avant tout par la réduction du déficit budgétaire.

Il faut davantage de discipline dans la fiscalité. De nombreuses entreprises n'honorent pas leurs obligations à l'égard du budget, profitant des arriérés fiscaux comme d'un crédit bon marché. Il ne peut en être ainsi, les crédits sont accordés par les banques non par le budget de l'état. Les réductions des dépenses budgétaires proviendront de la réduction des subventions, de la limitation des investissements centraux, du transfert d'une part de la production militaire à des fins civiles et de la réduction des avantages sur les crédits.

LA PROPRIETE

On nommera un plénipotentiaire du gouvernement pour les Transferts de Patrimoine qui définira les principes des modifications des structures de propriété de notre économie. Nous créerons les conditions permettant l'acquisition d'actions de leur entreprise par les travailleurs. Il y aura place également pour diverses autres formes de propriété efficaces économiquement. Le principe de la vente transparente de la propriété mettra fin aux cas de vente, connus jusqu'ici, de biens nationaux sur base de relations informelles et non de critères économiques. Les bases légales doivent être rapidement établies pour constituer des bourses d'échange.

LES MONOPOLES

Nous engagerons des actions décidées éliminant les structures organisationnelles inutiles et nuisibles. Cela concerne en particulier la démonopolisation des structures de distribution du marché alimentaire.

LES FINANCES

On entreprendra des mesures urgentes pour l'assainissement des finances publiques. On procédera à une réforme profonde du système fiscal qui conduira à l'introduction d'un véritable impôt sur le revenu des personnes. Nous accélérerons le processus de création de banques, notamment commerciales.

L'INFLATION

L'élimination de la monnaie sans couverture sur le marché, facteur d'inflation, est essentielle et permettra la levée du contrôle administratif des prix, à l'exclusion de rares exceptions. Cela permettra aussi d'éliminer les pénuries massives de produits sur le marché; les prix, après des hausses temporaires, se stabiliseront. Nous viserons également la convertibilité du zloty.

Il faut cependant souligner qu'il n'y a pas dans l'histoire économique mondiale d'exemple où la réduction d'une inflation si élevée soit possible sans importantes conséquences sociales, ni sans fermeture de certaines entreprises, et donc sans chômage. Le gouvernement fera tout pour atténuer les effets de la lutte contre l'inflation. Nous veillerons au développement des services d'emploi et des institutions aidant à la reconversion des travailleurs des entreprises faillies. Nous établirons également les conditions favorisant la création d'emplois. L'insuffisant développement des services, de la distribution et des petites entreprises font que l'économie peut créer de

nouveaux emplois. Nous introduirons ou renforcerons d'autres éléments de protection sociale, comme les allocations de chômage. Il faut avoir conscience que ces mesures entraîneront des dépenses budgétaires et qu'elles ne pourront nuire au but fondamental : la réduction de l'inflation. Nous voyons la nécessité d'appliquer des méthodes de valorisation des pensions et retraites ainsi que l'actualisation de la valeur d'autres allocations, pour empêcher la réduction du niveau de vie des groupes sociaux les plus pauvres et l'accroissement de l'écart entre eux et les groupes actifs professionnellement.

L'AGRICULTURE

Il est indispensable d'engager immédiatement les mesures supplémentaires en faveur de l'agriculture. Parmi celles-ci, la libération de la vente des terres, qui doivent se trouver dans les mains de ceux qui peuvent l'exploiter au mieux.

Le gouvernement perçoit aussi le besoin de développer des secteurs de production non agricole à la campagne, afin d'offrir un travail et des conditions dignes d'existence aux petits agriculteurs. Il est nécessaire aussi de développer l'infrastructure de la campagne jusqu'ici tant négligée.

L'AIDE INTERNATIONALE

J'exprime l'espoir que les institutions financières internationales accorderont à la Pologne une aide importante dans ses efforts de radicale stabilisation économique et de profondes réformes institutionnelles. Nous escomptons aussi que dans notre difficile situation, les pays amis faciliteront par une aide financière le processus, ardu et socialement coûteux, des réformes. Nous attendons aussi de la compréhension et des facilités de crédits de la part des banques étrangères privées. Nous avons conscience que la condition de ces aides est l'application conséquente d'un programme austère. Je tiens à souligner que dans notre situation, le temps presse et de ce fait, je souhaite répéter à nos partenaires étrangers le proverbe : qui aide vite, aide deux fois.

Nous attachons encore une grande importance à nos relations économiques avec l'URSS et les autres pays du COMECON. Nous sommes en même temps vivement intéressés par d'étroites relations avec la CEE.

LES RELATIONS INTERNATIONALES

Je souhaiterais que pour tous les observateurs extérieurs des changements menés en Pologne, il soit clair que ce qui intervient chez nous ne menace personne, ni ne met en cause l'équilibre international. Au contraire, des relations internationales basées sur la souveraineté et sur des rapports de partenaire sont plus stables qu'un ordre basé sur la domination et la force.

La Pologne souhaite participer à la création d'une nouvelle Europe et surmonter les divisions d'après-guerre du monde, aujourd'hui totalement anachroniques. Le respect des frontières existantes est la condition nécessaire des changements évolutifs. Nous croyons aussi que ces frontières seront ouvertes.

Notre ouverture sur l'Europe tout entière ne signifie pas l'abandon des liens et engagements présents. Si nous répétons aujourd'hui que le nouveau gouvernement respectera les alliances de la Pologne, il ne s'agit pas d'une mesure tactique d'apaisement. Cela résulte de notre conception de la raison d'état polonaise et de l'analyse de la situation internationale.

Si le jour advient où la sécurité de l'Europe ne nécessitera plus de blocs militaires, nous les abandonnerons sans regret. Nous croyons que ce jour viendra. Aujourd'hui, il est important que toutes les alliances et les pactes militaires concernent uniquement la sécurité extérieure des pays et non leur ordre politique

et économique intérieur. Nous saluons avec espoir toutes les preuves de ce que pareille conception des relations internationales se fraie une voie dans notre partie de l'Europe.

L'OUEST

Nous souhaitons l'ouverture de la Pologne sur l'Europe et le monde. Le juste et plein développement de nos relations dans tous les domaines fut jusqu'ici freiné par des considérations loin d'être rationnelles. Nous devons rattraper notre retard en particulier dans la coopération avec les pays de la CEE et les USA, de même qu'avec les autres puissances économiques mondiales. Un tournant dans nos relations avec la RFA est nécessaire. Les sociétés des deux pays sont allés déjà bien plus

loin que leurs gouvernements. Nous escomptons un réel développement des relations économiques et nous souhaitons une véritable réconciliation à la mesure celle intervenue entre les Allemands et les Français.

L'endettement est le grand problème de notre politique internationale. Nous ne demandons pas une aide charitable mais bien des investissements en capitaux et technologie profitables pour tous. Nous devons assainir notre économie par notre propre travail. Nous souhaitons cependant que nos créanciers aient à l'esprit que la question n'est pas seulement économique mais qu'y est lié le succès des réformes politiques de notre pays, importantes pour toute l'Europe.

(les inter-titres sont de la rédaction)

A L'HEURE DES REFORMES ECONOMIQUES

Un entretien avec W. TRZECIAKOWSKI, ministre responsable

La Pologne est prise dans le cycle de la galopade des prix, des revendications salariales, de l'accroissement du déficit budgétaire. Est-il possible d'en sortir ?

Il faut que ce soit possible. Quiconque dirigera le pays, aura à prendre de nombreuses décisions douloureuses et responsables. Bien sûr, le phénomène le plus inquiétant est l'hyperinflation, entraînée par l'accumulation des charges résultant de l'endettement et du déséquilibre du budget.

Pour réduire l'inflation, il faudrait donc limiter les paiements de la dette et réduire les dépenses de l'état. Comment faire ? Par où commencer ?

Nous devons négocier le report, au-delà de 1995, du service de notre dette de 6,5 milliards de roubles envers l'URSS.

Du Club de Paris, auquel nous devons 25 milliards de dollars, nous devrions obtenir un moratoire temporaire légalisant pour quelques années l'état de fait, c-à-d notre impossibilité de rembourser, et un report du service pour 25 ans.

Parviendrons-nous à nous relever assez vite pour honorer notre dette ?

Nous devons croire que nous redresserons notre situation économique. Nous n'aurons de chance de payer notre dette que si nous parvenons à surmonter les toutes prochaines années, les plus difficiles. Entretemps, il se pourrait qu'interviennent, au niveau mondial, des solutions facilitant le règlement du problème de la dette.

Il nous faut également obtenir de nouveaux crédits. Nous attendons du FMI un programme tri-annuel d'aide de 600-700 millions de dollars par an, soit en tout deux milliards. A la Banque Mondiale, nous espérons négocier des crédits favorisant l'exportation de 500 millions à un milliard de dol. par an, sur trois ans.

Reste encore notre endettement envers les banques privées. Une solution pourrait être le plan Brady, consistant en la réduction de la dette au niveau de sa valeur d'échange. Sur le marché du crédit, un dollar de la dette polonaise vaut 38 cents et nous devrions racheter notre dette à ce prix, d'autant plus que nous avons déjà remboursé la valeur nominale de notre dette à nos créanciers et qu'à présent, nous payons les intérêts.

En stabilisant ainsi notre situation financière, nous pourrions attirer des investisseurs étrangers.

Et notre économie nationale ?

Nous devons opérer de très douloureuses réductions budgétaires dont la dimension et le rythme dépendront des résultats des négociations avec l'étranger. Plus faible sera l'aide extérieure, plus lourde sera la charge retombant sur la société et ce poids ira encore s'accroissant. Les coupes budgétaires sont inévitables mais on peut soit liquider d'un jour à l'autre les subventions aux entreprises non rentables, entraînant une série de banqueroutes, soit les réduire graduellement, laissant aux entreprises un an ou deux pour mener un processus d'adaptation. Je ne peux dire encore

de l'Economie du gouvernement de T. Mazowiecki.

si nous pourrions disposer de ce délai d'adaptation car je ne connais pas la position de l'étranger à l'égard de nos revendications.

Les problèmes budgétaires résultent des dotations à la production et à la consommation.

Les réductions d'investissement sont inévitables mais chaque décision devra être pesée et cela devra prendre du temps. Par contre, on pourra rapidement transférer l'industrie militaire vers la production civile, ce qui allègera le budget et favorisera significativement le marché. De même que les limitations des investissements dans l'administration et dans tout l'appareil de sécurité peuvent amener des effets rapides. D'un autre côté, on pourra également augmenter les rentrées budgétaires par la vente de parts du patrimoine national.

En choisissant les variantes radicales de ces mesures, il sera possible de freiner l'inflation. Mais cela signifie également une accumulation de tensions sociales, car la liquidation des subventions entraînera des fermetures, surtout dans les industries lourde et extractive, et par là, le licenciement temporaire de travailleurs. Le choix dépend donc des politiciens et de leur évaluation de l'aptitude de la société à supporter des sacrifices.

Nous devons donc choisir entre une adaptation rapide et douloureuse ou une réforme douce mais plus longue. L'efficacité de cette seconde variable est discutable.

Ce qui domine aujourd'hui la situation politique, c'est l'emballement des prix alimentaires qui frappe les couches les plus faibles de la société. Comment y remédier ?

C'est là une conséquence de l'inflation. Les producteurs de produits alimentaires ont intérêt à retarder le plus longtemps possible la vente de leurs produits, car d'une semaine à l'autre, ils obtiendront davantage. Je pense que des coupes budgétaires radicales peuvent les convaincre qu'un terme sera mis à la politique inflatoire et les décourageront de retarder la vente de leur blé ou bétail.

L'inflation alimente aussi les mécanismes psychologiques suscitant les revendications salariales et la panique sur le marché.

En liquidant les subventions, les revendications salariales devront prendre des dimensions réelles, la pression inflatoire devra se réduire et la course des prix s'arrêter. Les entreprises qui accorderont des hausses salariales, devront gonfler les prix de leurs produits, perdront des clients et feront faillite. Nous devons placer la société devant les réalités et cesser de la gaver d'une monnaie sans couverture, ce qui n'est qu'une grande escroquerie.

La politique menée jusqu'ici consistait à équilibrer les dépenses excessives de l'état par les hausses de prix. Il s'agissait d'aller puiser dans le porte-monnaie des consommateurs. Nous voulons avant tout limiter les dépenses pour l'administration, la défense, la police, les subventions aux entreprises, qu'il vaut mieux vendre au secteur privé. Solliciter le consommateur sera la dernière extrémité.

(Source: Gazeta Wyborcza, 28/8/89)